



La CGTP-IN salut la lutte des travailleurs et du peuple français

Les travailleurs et le peuple français répondent avec une forte mobilisation aux tentatives du gouvernement d'Emmanuel Macron et de l'UE pour imposer à tout prix (y inclut par des ordonnances y sans aucune négociation), des mesures anti-travailleurs et antisociales, l'augmentation des injustices et des inégalités, au même temps qu'ils font baisser les impôts sur les grandes fortunes et promeuvent la concentration de la richesse.

Les travailleurs luttent en défense du service public de santé, éducation et transport, de sa qualité et universalité ; pour l'augmentation des salaires et par conséquent contre les plans qui visent l'augmentation de la précarité ; contre les licenciements, l'attaque aux carrières, aux revenus et le transfert aux privés des services publics essentiels.

Les cheminots luttent contre la transformation de la SNCF (Entreprise Publique du Chemin de Fer) en société anonyme à capitaux publics et privés, (laquelle envisage, à terme, sa privatisation) ; contre le désinvestissement des lignes moins rentables, la libéralisation et l'ouverture à l'exploitation privée de la ligne publique ; ils luttent contre la suppression des droits acquis et pour la définition de leur propre statut. Il s'agit des mesures définies par successives paquets ferroviaires de l'UE que le gouvernement français essaye maintenant d'imposer, et qui, au Portugal ont déjà conduit à la privatisation de la CP Fret, à la dégradation des services publics de transport ferroviaire, l'augmentation des prix, bien comme le retrait des droits des travailleurs et des utilisateurs.

Les travailleurs et les retraités luttent en défense d'une sécurité sociale, publique et universelle.

En lutte sont aussi d'autres couches sociales, comme les étudiants, contre un enseignement supérieur pour des élites et comme une marchandise, et en défense de l'accès à ce niveau d'enseignement public, gratuit et de qualité.

La CGTP-IN salut d'une manière fraternelle ces luttes et témoigne sa solidarité aux organisations syndicales nationales et sectorielles françaises qui se mobilisent et à toutes les forces politiques et sociales que les soutiennent.

Augusto Praça
Bureau Exécutif

Lisbonne, le 22 mars 2018

